



CADRE D'EMPLOIS DES TECHNICIENS TERRITORIAUX

FILIÈRE TECHNIQUE – CATÉGORIE B

Examens professionnels d'accès au grade de technicien principal de 2^{ème} classe par voie d'avancement de grade et de promotion interne

Mise à jour : 29 juillet 2016

SOMMAIRE

INFORMATIONS AUX CANDIDATS	p.2
Recommandations importantes	
Dispositions applicables aux candidats reconnus travailleurs handicapés	
PRÉSENTATION DU CADRE D'EMPLOIS ET PRINCIPALES FONCTIONS	p.3
SPÉCIALITÉS ET PROGRAMME DES ÉPREUVES COMMUNES AUX DEUX EXAMENS	p.3
EXAMEN PROFESSIONNEL D'AVANCEMENT DE GRADE	p.17
Modalités d'accès	
Épreuves de l'examen	
EXAMEN PROFESSIONNEL DE PROMOTION INTERNE	p.18
Modalités d'accès	
Épreuves de l'examen	
RECRUTEMENT APRÈS EXAMEN PROFESSIONNEL DE PROMOTION INTERNE	p.19
Inscription et durée de validité de la liste d'aptitude	
Recrutement	
Nomination, formation et titularisation	
DÉROULEMENT DE CARRIÈRE	p.21
Conditions d'avancement valables jusqu'au 31 décembre 2016	
Conditions d'avancement valables à compter du 1 ^{er} janvier 2017	
RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES	p.23

INFORMATIONS AUX CANDIDATS

RECOMMANDATIONS IMPORTANTES AUX CANDIDATS

Il est recommandé à chaque candidat :

- de vérifier qu'il répond à toutes les conditions d'inscription à l'examen d'avancement de grade ou de promotion interne, le cas échéant, le règlement de 6 € ne sera pas restitué.
- de dûment compléter le dossier d'inscription et d'y joindre toutes les pièces justificatives demandées : si des pièces sont manquantes, une seule réclamation sera effectuée avant le rejet du dossier.

Les dossiers reçus hors délais (cachet de la poste faisant foi) ou insuffisamment affranchis seront systématiquement refusés et dans ce cas seulement, le chèque sera restitué au candidat.

Les demandes de modifications sur les dossiers d'inscription ne sont possibles que jusqu'à :

- la date limite de demande d'inscription sur internet en procédant à une nouvelle inscription,
- la date limite de réception des dossiers par écrit, fax ou mail à l'adresse suivante : concours@cig929394.fr en précisant obligatoirement vos noms et prénoms, numéro de dossier et l'examen concerné.

DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CANDIDATS RECONNUS TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

Les candidats reconnus handicapés par la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées peuvent bénéficier d'un aménagement spécial des épreuves prévues par la réglementation (adaptation de la durée, fractionnement des épreuves, aides humaines et techniques). L'octroi d'aménagements d'épreuves est subordonné à la production d'une demande du candidat accompagnée :

- de la notification de la décision de la commission lui reconnaissant la qualité de travailleur handicapé et l'orientant en milieu ordinaire de travail ;
- d'un certificat médical délivré par un médecin généraliste agréé par le préfet du département de son lieu de résidence (si possible compétent en matière de handicap), confirmant la compatibilité de son handicap avec l'emploi auquel le concours ou l'examen professionnel donne accès et précisant l'aménagement nécessaire.

Rappel : L'article 1^{er} du décret n°96-1087 du 10 décembre 1996 prévoit que les travailleurs handicapés peuvent être recrutés directement sans concours. Ils sont engagés en qualité d'agent contractuel puis titularisés à la fin du contrat lorsque leur handicap a été jugé compatible avec l'emploi postulé.

PRÉSENTATION DU CADRE D'EMPLOIS ET PRINCIPALES FONCTIONS

PRÉSENTATION DU CADRE D'EMPLOIS

Le cadre d'emplois des techniciens territoriaux, classé en catégorie B, relève de la filière technique.

Il comprend les grades de technicien, technicien principal de 2^{ème} classe et de technicien principal de 1^{ère} classe.

PRINCIPALES FONCTIONS

Les membres du cadre d'emplois des techniciens territoriaux sont chargés, sous l'autorité d'un supérieur hiérarchique, de la conduite des chantiers. Ils assurent l'encadrement des équipes et contrôlent les travaux confiés aux entreprises. Ils participent à la mise en œuvre de la comptabilité analytique et du contrôle de gestion. Ils peuvent instruire des affaires touchant l'urbanisme, l'aménagement, l'entretien et la conservation du domaine de la collectivité. Ils participent également à la mise en œuvre des actions liées à la préservation de l'environnement.

Ils assurent le contrôle de l'entretien et du fonctionnement des ouvrages ainsi que la surveillance des travaux d'équipements, de réparation et d'entretien des installations mécaniques, électriques, électroniques ou hydrauliques. Ils peuvent aussi assurer la surveillance du domaine public. A cet effet, ils peuvent être assermentés pour constater les contraventions. Ils peuvent participer à des missions d'enseignement et de formation professionnelle.

Les titulaires des grades de technicien principal de 2^{ème} et de 1^{ère} classe ont vocation à occuper des emplois qui, relevant des domaines d'activité mentionnés au paragraphe précédent, correspondent à un niveau d'expertise acquis par la formation initiale, l'expérience professionnelle ou par la formation professionnelle tout au long de la vie.

Ils peuvent assurer la direction des travaux sur le terrain, le contrôle des chantiers, la gestion des matériels et participer à l'élaboration de projets de travaux neufs ou d'entretien. Ils peuvent procéder à des enquêtes, contrôles et mesures techniques ou scientifiques.

Ils peuvent également exercer des missions d'études et de projets et être associés à des travaux de programmation. Ils peuvent être investis de fonctions d'encadrement de personnels ou de gestion de service ou d'une partie de services dont l'importance, le niveau d'expertise et de responsabilité ne justifient pas la présence d'un ingénieur.

Les membres du cadre d'emplois exercent leurs fonctions dans tous les domaines à caractère technique en lien avec les compétences d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public en relevant.

SPÉCIALITÉS ET PROGRAMME DES ÉPREUVES COMMUNES AUX DEUX EXAMENS

SPÉCIALITÉS

Les examens professionnels sont ouverts dans l'une ou plusieurs des spécialités suivantes :

1. Bâtiments, génie civil
2. Réseaux, voirie et infrastructures
3. Prévention et gestion des risques, hygiène, restauration
4. Aménagement urbain et développement durable
5. Déplacements, transports
6. Espaces verts et naturels
7. Ingénierie, informatique et systèmes d'information
8. Services et intervention techniques
9. Métiers du spectacle
10. Artisanat et métiers d'art

PROGRAMME DES ÉPREUVES

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
BÂTIMENTS, GÉNIE CIVIL	<p>1. Construction et bâtiment</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - l'acte de construire : rôle, obligations et responsabilités des intervenants, procédures administratives relatives aux travaux, assurances - notions générales sur les règlements de la construction et normes en vigueur - réglementations applicables dans les établissements recevant du public - notions de marchés publics <p><i>Aspects généraux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - sols et fondations - notions sur la résistance des matériaux des structures : règlements de calcul, prédimensionnement - technologies, matériaux, maintenance et normes en vigueur de tous les corps d'état du gros œuvre et du second œuvre - notions générales sur les équipements : courants forts, courants faibles, chauffage, ventilation, climatisation, éclairage, circulation des fluides - lecture de plans et métré <p><i>Hygiène, santé et sécurité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - étude des risques - l'arbre des causes - élaboration de procédures appliquées sur les chantiers de bâtiments <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - programmation : faisabilité et pertinence des opérations, notion de coût global, approche qualité et développement durable dans les constructions - réalisation de projet : dispositions constructives, choix de matériaux et équipements, élaboration de pièces techniques contractuelles, rédaction de descriptifs, estimation des coûts de construction - organisation et suivi des chantiers de bâtiment <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - organisation d'un service bâtiment - conduite d'opération : organisation de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre - gestion de patrimoine : organisation des contrôles et entretiens réglementaires - conduite de dossier <p>2. Génie climatique</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - réglementation thermique - règles sanitaires liées aux installations de génie climatique - réglementations applicables dans les établissements recevant du public - équipement de travail - notions de marchés publics <p><i>Aspects généraux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - énergétique : les énergies et les fluides ; thermique bâtiment - bâtiment : technologies, matériaux, maintenance et normes en vigueur de tous les corps d'état du second œuvre - chauffage, ventilation, climatisation - notions de courants forts, courants faibles et éclairage - hygiène, santé et sécurité : <ul style="list-style-type: none"> - étude des risques - l'arbre des causes - connaissance des procédures appliquées sur les chantiers de bâtiments

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
BÂTIMENTS, GÉNIE CIVIL	<p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - énergie : production, transport et consommation, approche qualité et développement durable, utilisation des énergies renouvelables - bâtiments : diagnostic thermique, conception en termes de coût global, optimisation de la consommation énergétique, outils domotiques - conception et prédimensionnement des installations climatiques - gestion des consommations : chauffage, climatisation, électricité, eau, téléphone, carburants - l'apport de la gestion et maintenance assistée par ordinateur et de la gestion technique centralisée <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - organisation d'un service énergie - analyse des coûts et raisonnement en coût global - gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global - conduite de dossier
RÉSEAUX, VOIRIE ET INFRASTRUCTURES	<p><u>Connaissances de base</u> <u>Cadre réglementaire et institutionnel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - documents d'urbanisme, de protection et de valorisation de l'environnement - notions de marchés publics <p><u>Aspects généraux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - sols et fondations : notions de géologie, de géotechnique et de mécanique des sols - ouvrages d'art : notions sur les types d'ouvrages et leur prédimensionnement <p><u>Réseaux divers :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - notions d'hydraulique et d'hydraulique des sols - évacuation des eaux pluviales : réglementation et techniques <p><u>Ingénierie</u> <u>Conception et réalisation de la voirie et des réseaux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - élaboration de projet à partir des données de trafic, d'environnement, de sécurité et d'économie - éléments topographiques et géométriques de calculs de tracés pour voirie, réseaux et espaces publics, pour tous modes de déplacements - conception géométrique d'aménagement des voies et des carrefours - structures de chaussée : dimensionnement - terrassements, déblais, remblais : exécution et types de matériel - matériaux utilisés en voirie et en réseaux : provenance, caractéristiques, conditions de mise en œuvre et d'utilisation - organisation des chantiers, planification et phasage des travaux - coordination des interventions et occupation du domaine public <p><u>Equipements de la voirie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - signalisation routière, signalisation des chantiers - éclairage public - mobiliers urbain et routier - équipements de sécurité <p><u>Organisation et gestion de service</u> <u>Gestion d'un service et encadrement</u></p> <p><u>Suivi et exploitation du patrimoine de voirie :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - programmation de l'entretien du patrimoine - surveillance, contrôle et entretien des voiries et des équipements - traitement hivernal et nettoyage des voies <p><u>Conduite de dossier</u></p> <p><u>Routes et chemins : terminologie, technologie, technique de construction</u></p> <p><u>Domaine public. Conservation et police des routes et chemins</u></p> <p><u>Prévention des accidents</u></p>

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p>PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES, HYGIÈNE, RESTAURATION</p>	<p>1. Sécurité et prévention des risques</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels et des enjeux de la sécurité et de la prévention des risques - notions de marchés publics - autorités de police, pouvoirs et obligations de mise en œuvre - connaissance du territoire : inventaire des risques naturels et technologiques, implication des différents services - information et communication écrite et orale, interne et externe <p><i>Connaissances générales :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissances de base en chimie organique et inorganique, toxicologie et écotoxicologie, biologie, microbiologie - connaissances environnementales et sanitaires des milieux naturels : air, eau, sols et autres écosystèmes - connaissances de géologie générale et appliquée, hydrologie, géomorphologie - connaissances des matériaux, des produits et gestion des déchets des activités : propriétés physiques et chimiques ; mise en œuvre : consignes d'utilisation de transport, de stockage, de manutention des procédés <p><i>Dangers et intoxications potentiels et accidentels :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - nature des expositions physiques et matérielles - risques environnementaux, sanitaires, chimiques, biologiques <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - méthodes d'analyse et de traitement des risques : applications aux risques naturels et technologiques - méthodes d'évaluation et grilles d'acceptabilité. Application aux risques environnementaux, sanitaires, toxiques, chimiques : incendies, catastrophes naturelles, évolution des produits et matériaux - réalisation de documents de référence : études d'impact, plans d'intervention, documents d'information et communication sur les risques - mobilisation des acteurs internes et externes requis dans les réglementations - normes applicables aux équipements, produits et activités des secteurs publics et privés - documentation juridique et technique - politiques de prévention et culture du risque <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - conduite de dossier <p>2. Hygiène, laboratoire, qualité de l'eau</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics <p><i>Chimie, microbiologie, immunologie, risques sanitaires, hygiène des milieux</i></p> <p><i>Données fondamentales de ces disciplines appliquées aux activités du domaine : les eaux, l'environnement, l'agroalimentaire, les diagnostics biologiques</i></p> <p><i>Maîtrise et interprétation des données fondamentales issues de laboratoires et autres mesures pour réaliser les documents techniques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - diagnostics, études des risques environnementaux et sanitaires - études des impacts sur les milieux et les populations - validations des mesures, interprétation et communication - culture de prévention par les suivis scientifiques et techniques des milieux

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p>PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES, HYGIÈNE, RESTAURATION</p>	<p><u>Ingénierie</u> <i>Techniques de base :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - prélèvements - analyses chimiques - analyses microbiologiques : bactériologie, virologie, parasitologie - analyses immunologiques - mesures de terrain : méthodes, outils, interprétations <p><i>Statistiques appliquées aux analyses, notions de base :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - définition et objectifs des outils statistiques - les tests statistiques simples - les normes ISO et autres référentiels <p><i>Métrologie pratique de laboratoire et des méthodes de mesures et observations :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - introduction à la métrologie - métrologie et respect des normes : appareil, mesures et analyses <p><i>Estimation des incertitudes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'incertitude associée à une mesure issue d'un appareil - applications pour les masses, les températures et les volumes <p><i>Hygiène et sécurité des biens et des personnes : en situation normale, en cas de crise :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les agents des services - les populations <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - assurance qualité, démarche qualité - conduite de projet <p>3. Déchets, assainissement</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs, relatifs à l'option - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics - les services publics locaux : définition, organisation, mode de gestion <p>Physique, chimie, microbiologie, risques sanitaires, hygiène des milieux</p> <p>Données fondamentales de ces disciplines appliquées au domaine : les déchets, les eaux usées, l'environnement</p> <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets et les eaux usées : leur collecte, leur traitement, leur élimination et leur valorisation - éléments techniques, technologiques, économiques, sociologiques, environnementaux : impacts sur les milieux et les populations - interprétation des analyses - données économiques : financement et coût des services - hygiène et sécurité des biens et des personnes <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - assurance qualité, démarche qualité - conduite de dossier lié à l'option <p>4. Sécurité du travail</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics - réglementation applicable aux collectivités territoriales, en matière de sécurité au travail - obligations de l'employeur public : mise en place d'une politique de prévention des risques professionnels efficace et continuellement réévaluée. Fonctionnement des acteurs internes : autorité, encadrement, ACOMO, ACFI, comité technique paritaire, commission d'hygiène et sécurité, agents - information et communication orale et écrite, interne et externe

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p>PRÉVENTION ET GESTION DES RISQUES, HYGIÈNE, RESTAURATION</p>	<p><i>Connaissances générales :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - notions de base en chimie, toxicologie et écotoxicologie - connaissance et identification des dangers : conditions climatiques, bruits, rayonnements, vibration, travail en hauteur, utilisation de produits chimiques - connaissance des matériaux, des produits et des procédures de travail : propriétés physiques et chimiques : mise en œuvre : consignes d'utilisation, de maintenance, de stockage - élaboration et mise en place de procédures de travail - accidents de travail et maladies professionnelles : dangers susceptibles de porter atteinte à l'agent dans son travail, risques encourus : risques chimiques, chute de hauteur, mécanique, électrique - moyens de prévention <p><i>Ingénierie</i></p> <p><i>Analyse, évaluation des activités de travail :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - conception des locaux et des situations de travail mobiles et secondaires : ergonomie, facteurs d'ambiance, moyens de protection collectifs et individuels - recensement des risques professionnels - planification des moyens de prévention <p><i>Organisation de la prévention des risques professionnels :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - mise en place des mesures de prévention et contrôle de leur efficacité - habilitations, certifications et normes <p><i>Mobilisation des acteurs internes et externes</i></p> <p><i>Organisation et gestion de service</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - conduite de dossier <p>5. Restauration</p> <ul style="list-style-type: none"> - les formules de restauration - les concepts de production - les produits - l'organisation et l'approvisionnement - l'organisation des locaux et les matériels - l'organisation du travail et du contrôle - les modes de cuisson - l'hygiène et la prévention générales en matière de restauration - l'ergonomie et le secourisme liés à ce secteur d'activité
<p>AMÉNAGEMENT URBAIN ET DÉVELOPPEMENT DURABLE</p>	<p>1. Environnement architectural</p> <p><i>Connaissances de base</i></p> <p><i>Connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs</i></p> <p><i>Les collectivités territoriales et leurs compétences</i></p> <p><i>L'histoire de la ville :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - ville historique et ville contemporaine - notions sur le patrimoine architectural et urbain <p><i>Notions juridiques sur le droit de l'urbanisme et de la construction :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les différentes échelles de la planification urbaine, du schéma de cohérence territoriale au plan local d'urbanisme - les procédures d'urbanisme opérationnel - l'application du droit des sols, permis de construire, certificat d'urbanisme - politiques de renouvellement urbain et de réhabilitation des centres anciens - notions de base sur la fiscalité de l'urbanisme <p><i>Notions de marchés publics</i></p>

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p style="text-align: center;">AMÉNAGEMENT URBAIN ET DÉVELOPPEMENT DURABLE</p>	<p><u>Ingénierie</u> <i>Qualité architecturale et urbaine :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - morphologie du bâti - notions de qualité architecturale - mise en œuvre traditionnelle ou contemporaine des matériaux - réhabilitation de l'habitat existant <p><i>Qualités environnementales et paysagères :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - insertion paysagère du bâti - habitat et environnement : maîtrise des nuisances urbaines <p><i>La ville et ses habitants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la mixité sociale et la prise en compte des besoins spécifiques des différentes populations : personnes âgées, enfants, personnes à mobilité réduite - notions d'élaboration d'un programme d'aménagement : abords d'un bâtiment public, espace public, cheminements piétons <p><i>Systèmes d'information géographique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - notions de base sur les SIG et leur utilisation dans la planification urbaine - utilisation et lecture de documents cartographiques <p><i>Organisation et gestion de service</i> <i>Gestion d'un service et encadrement</i> <i>Gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global</i> <i>Conduite de projet</i></p> <p style="text-align: center;">2. Génie urbain</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics <p><i>Les différentes échelles de la planification urbaine, du schéma de cohérence territoriale (SCOT) au plan local d'urbanisme (PLU), les procédures d'urbanisme opérationnel</i> <i>L'application du droit des sols, permis de construire, certificat d'urbanisme</i> <i>Notions de maîtrise d'ouvrage publique</i></p> <p><u>Ingénierie</u> <i>Projet urbain :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - prise en compte de la qualité urbaine et paysagère dans les projets urbains - le projet d'aménagement : les étapes de la conception, prise en compte des besoins des utilisateurs, site propre, circulation spécifique : bus, cycles - notions de base sur l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite - qualité des matériaux et matériels utilisés : mobilier urbain, sols, éclairage - utilisation d'éléments naturels : eau, végétation, plantations - la notion de sécurité liée aux aménagements : normes, identification et prévention des risques, sécurité routière, chantier propre - traitement des entrées de villes : pollution visuelle et sonore, aménagements urbains et paysagers - études d'impact - notions de base d'écologie urbaine : les implications concrètes du développement durable dans les projets d'aménagement - les différents types de nuisances générés par un aménagement ou une infrastructure : route, transport, autres réseaux : définitions de base sur les indicateurs bruit, qualité de l'air - le contenu technique de l'étude d'impact d'un projet d'aménagement <p><i>Génie urbain :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les composantes du génie urbain : concevoir, réaliser et gérer des réseaux urbains - la prise en compte des réseaux dans la planification urbaine, à l'échelle des SCOT, des PLU et de l'urbanisme opérationnel - notions de base sur les systèmes d'informations géographiques et leur utilisation dans la gestion de réseaux et l'aménagement urbain, aux différentes échelles de projet <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - communication : actions de sensibilisation, réunions publiques, concertation - gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global - conduite de projet

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p style="text-align: center;">DÉPLACEMENTS, TRANSPORTS</p>	<p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - les fonctions urbaines - définition d'une politique de déplacements ; plan de déplacements urbains, loi SRU - les différents acteurs : Etat, collectivités locales, associations, usagers - la réglementation et les pouvoirs de police - élaboration des plans de déplacements : enquêtes, prévision de trafic - notions de marchés publics <p><i>Transports publics urbains et non urbains :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - contexte institutionnel et réglementaire : autorités organisatrices, entreprises - composantes économiques et sociales - études de transports - techniques des transports publics : organisation, exploitation, matériel, information - compétence transport ferroviaire dans les régions <p><u>Ingénierie</u> <i>Recueil des données</i></p> <p><i>Organisation des déplacements</i></p> <p><i>Conception et évaluation des aménagements :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les caractéristiques géométriques - les carrefours <p><i>Théorie de l'accessibilité urbaine :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la prise en compte des piétons, des personnes à mobilité réduite, des deux roues (vélos et motos), des transports en commun <p><i>Stationnement, transports de marchandises, livraisons</i></p> <p><i>La sécurité des déplacements - politique locale de sécurité routière</i></p> <p><i>La signalisation routière :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la signalisation de police - la signalisation horizontale - la signalisation de jalonnement <p><i>La signalisation tricolore et la régulation du trafic</i></p> <p><i>Les contraintes liées aux travaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les itinéraires de déviations - la signalisation temporaire <p><i>Information des usagers</i></p> <p><i>Systèmes d'information géographique (SIG)</i></p> <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - entretien et mise aux normes des équipements - communication : actions de sensibilisation, réunions publiques, site internet - conduite de dossier
<p style="text-align: center;">ESPACES VERTS ET NATURELS</p>	<p style="text-align: center;">1. Paysages, espaces verts</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics - connaissance des documents d'urbanisme, des programmes d'aménagement et d'équipement <p><i>Connaissances générales :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - botanique, physiologie végétale : reproduction, développement, reconnaissance, association végétale - pédologie, hydrologie : constituant, propriétés du sol, besoin et rétention d'eau dans le sol - histoire des jardins - diagnostic et prévention des pathologies végétales

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
ESPACES VERTS ET NATURELS	<p><u>Ingénierie</u> <i>Techniques d'horticulture et de travaux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - production végétale : floriculture et pépinière, arboriculture - agronomie : irrigation, drainage, travail de serre, fertilisation et protection des cultures, traitement phytosanitaire - gestion du patrimoine technique et du vivant : arbres, aires de jeux, eau - entretien et maintenance des équipements sportifs <p><i>Aménagement paysager :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - analyse et diagnostics des espaces publics et des besoins des usagers - intégration des paysages et espaces verts dans le projet urbain - élaboration d'un projet paysager, notions de voirie et réseaux divers - coordination des travaux paysagers et sécurité des chantiers - plans de gestion durable et différenciée des espaces jardinés, agricoles, naturels et de loisirs - valorisation des ressources naturelles : eau, déchets verts et traitement des pollutions <p><i>Organisation et gestion de service</i> <i>Gestion d'un service et encadrement</i> <i>Relations aux usagers des espaces publics</i> <i>Animation et sensibilisation</i> <i>Conduite de projet</i></p> <p style="text-align: center;">2. Paysages, espaces verts</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics - protections, préservations, ouverture au public, valorisations économiques et sociales des milieux et des espaces naturels et paysagers - connaissance des documents d'urbanisme et des règlements spécifiques sur les zones urbaines, périurbaines et rurales - politiques contractuelles nationales, régionales, départementales et locales <p><i>Connaissances scientifiques :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - botanique, zoologie et phytosociologie - géologie, pédologie, hydrologie et hydraulique - les notions d'habitats pour les flores et les faunes locales et importées - diversité des écosystèmes ruraux et urbains naturels et créés - écosystèmes ruraux remarquables et ordinaires - écosystèmes littoraux et lacustres remarquables et ordinaires - valorisation des espèces végétales et animales locales - approche sanitaire de la flore et de la faune <p><i>Connaissance des statuts, missions et fonctionnement des organismes spécifiques dans la gestion des espaces naturels :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - collectivités territoriales - établissements publics de l'Etat - autres établissements publics locaux - associations <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - méthodes d'expertise faunistique et floristique d'espaces urbains, ruraux et naturels - diagnostics écologiques et paysagers des espaces à aménager : entités paysagères, circulations, patrimoine naturel, agricole, urbain - schéma directeur paysager et plans de gestion durable des espaces agricoles, naturels et aménagés : élaboration des documents de références, objectifs, préconisations, évaluation - maîtrise des techniques douces et alternatives pour l'entretien et la restauration des espaces et des paysages - stratégie des modes de maîtrise et de gestion en régie, convention, contrats, marchés - cartographie des paysages et des espaces naturels - communication scientifique et technique <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - conduite de projet - création d'équipements et de services d'éducation à l'environnement des espaces verts

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
INGÉNIERIE, INFORMATIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION	<p>1. Systèmes d'information et de communication</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs relatifs à l'option : droits du citoyen (CNIL), droit d'auteur, propriété intellectuelle, directives européennes, lois et décrets appliqués aux champs de l'informatique et systèmes d'information - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics <p><i>Concepts et notions de système d'information</i></p> <p><i>Principes généraux d'architecture matérielle et logicielle</i></p> <p><i>Système de gestion de bases de données</i></p> <p><i>Logiciels, progiciels et applicatifs</i></p> <p><u>Ingénierie</u> <i>Langages de programmation – algorithmique</i></p> <p><i>Conception, intégration d'application :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - méthodes, normes, outils de développement et maintenance applicative - applications métiers <p><i>Internet :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - dématérialisation, gestion électronique des documents, travail collaboratif, coopératif - services de l'internet dans l'administration : téléprocédures, téléservices : standards et normes d'échange - l'informatique au service de l'utilisateur citoyen <p><i>Connaissance des outils de la communication écrite et numérique de la PAO et de l'internet</i></p> <p><i>Gestion et maintenance des infrastructures techniques</i></p> <p><i>Assistance fonctionnelle et technique aux services et aux utilisateurs</i></p> <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - administration, sécurité et qualité de service - conduite de projet <p>2. Réseaux et télécommunications</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs relatifs à l'option : droits du citoyen (CNIL), droit d'auteur, propriété intellectuelle, directives européennes, lois et décrets appliqués aux champs de l'informatique et systèmes d'information - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics <p><i>Concepts de base et architecture réseau local, d'entreprise, global, topologie</i></p> <p><i>Matériel actif de réseau : adressage, acheminement, routage, commutation, qualité de service</i></p> <p><i>Normes réseaux et supports de transmission associés :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - couches réseaux, liaisons - systèmes de transmission, infrastructure, câblage et connectique - fibre optique et réseaux métropolitains - technologie des réseaux : filaires, sans fils <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - réseaux publics et réseaux constructeurs, réseaux haut débit - théorie générale en radiocommunications, normes et standards - convergence voix-données : téléphonie, l'exploitation et l'administration : du réseau téléphonique, de la messagerie vocale, de la vidéo-transmission, systèmes dédiés PABX - internet, aspects techniques : protocoles et services - administration, contrôle, suivi des ressources, ingénierie des réseaux : modélisation, cahier des charges - gestion et maintenance des infrastructures techniques <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - sensibilisation des services et utilisateurs à la sécurité du travail en réseau - conduite de dossier

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p style="text-align: center;">SERVICES ET INTERVENTIONS TECHNIQUES</p>	<p style="text-align: center;">1. Ingénierie, gestion technique</p> <p>Centres techniques</p> <p><u>Connaissances de base</u></p> <p><u>Cadre réglementaire et institutionnel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité - réglementations applicables dans les établissements recevant du public - les contrôles réglementaires périodiques concernant les bâtiments, les équipements de travail et les matériels - notions de marchés publics <p><u>Aspects généraux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - notions générales sur les technologies et matériaux mis en œuvre dans les parcs et ateliers, dans la maintenance des bâtiments, des espaces publics, de la voirie et des réseaux - prescriptions techniques applicables à l'utilisation des équipements de travail <p><u>Hygiène, santé et sécurité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - étude des risques, consignes générales, fiches de poste - l'arbre des causes - élaboration de procédures <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - principes de l'organisation, de l'ordonnancement et de la gestion de la production - l'approche qualité - les moyens de coordination et de planification - l'élaboration de pièces techniques contractuelles <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - organisation d'un service technique et d'un centre technique - gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global - notions de contrôle de gestion - conduite de dossier <p style="text-align: center;">2. Logistique et maintenance</p> <p><u>Connaissances de base</u></p> <p><u>Cadre réglementaire et institutionnel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - les obligations de l'employeur en matière d'hygiène et de sécurité - réglementations applicables dans les établissements recevant du public - les contrôles réglementaires périodiques concernant les bâtiments, les équipements de travail et les matériels - notions de marchés publics <p><u>Aspects généraux :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - courant fort, courant faible et réseaux : appareillage électrique, réseaux de distribution, installations provisoires - automatismes : analyse fonctionnelle d'automatismes, régulation, asservissement et suivi, diagnostic de dysfonctionnement et processus de contrôle <p><u>Hygiène, santé et sécurité :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - étude des risques, consignes générales, fiches de poste - l'arbre des causes - élaboration de procédures <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - problématique générale et stratégies de la maintenance : entretien préventif, curatif - établissement d'un programme d'entretien - l'approche qualité appliquée à la maintenance - les contrats d'entretien, contrats de services, contrats de contrôle technique - l'élaboration de pièces techniques contractuelles - l'évaluation de la qualité de travail des prestataires - l'apport de la gestion et maintenance assistée par ordinateur et de la gestion technique centralisée - la maintenance technique appliquée aux parcs automobiles et centres techniques - la maintenance des constructions <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - organisation d'un service logistique et maintenance - gestion financière et comptable : comptabilité analytique et coût global - gestion des stocks - conduite de dossier

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
<p>SERVICES ET INTERVENTIONS TECHNIQUES</p>	<p>3. Mécanique, électromécanique</p> <ul style="list-style-type: none"> - systèmes de fabrication - systèmes de montage et d'assemblage - techniques d'assemblage - agencement et gestion des outillages de coupe - agencement et gestion des outillages d'installation de produit - sécurité, conditions du travail, ergonomie - mesures électriques, usage des appareils - notions sur les ouvrages - production et transport d'énergie en haute tension et basse tension, postes de transformation, tableaux de distribution, dynamos et alternateurs moteurs ; connexions des moteurs, redresseurs et convertisseurs, monte-charge, installations d'éclairage <p>4. Imprimerie</p> <ul style="list-style-type: none"> - la chaîne graphique (processus de fabrication d'un produit imprimé) - Les matières premières et matières consommables : <ul style="list-style-type: none"> - encres (caractéristiques, composition et fabrication des encres) - support (composition et fabrication du papier) - blanchets. - forme imprimante (différents types de forme imprimante, confection/montage, repérage, calage, fixation, contrôle de positionnement de l'élément imprimant). - les procédés d'impression - les procédés de transformation (exemple : tracés de coupe, perforation, pliage) - le contrôle de qualité (conformité des couleurs, conformité de la maquette, contrôles relatifs aux encres, vernis et adjuvants) - informatique (logiciels de contrôle de qualité, de surveillance et de maintenance, gestion de production assistée par ordinateur) - gestion de production - plannings (général, de charge, d'approvisionnement, de maintenance) - cahier des charges - processus de fabrication : choix et méthodes - gestion des stocks : manuelle, informatisée - ergonomie/hygiène et sécurité - ergonomie du poste de travail - normes
<p>MÉTIER DU SPECTACLE</p>	<p>1. Connaissances de base relatives aux métiers du spectacle</p> <p><i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissances des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics <p>Connaissance des formes et structures du spectacle vivant</p> <p>Maîtrise du vocabulaire et des termes techniques des techniciens du spectacle</p> <p>Connaissance de base des organismes de reproduction et de perception des droits directs, voisins et indirects en matière d'image, son, scénographie, arts visuels</p> <p>Connaissances de base sur la résistance des matériaux</p> <p>Modalités de gestion et de production d'un spectacle : les licences d'entrepreneurs de spectacle, notions d'employeur occasionnel, régimes des salariés</p> <p><i>Hygiène et sécurité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - sécurité et électricité. Les différentes habilitations électriques - la sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence - la sécurité des manifestations extérieures : chapiteaux, tentes, structures, feux d'artifices - sécurité des agents au travail. Les équipements de protection individuels. Les règles de sécurité du travail en hauteur - le registre de sécurité - la responsabilité du technicien et des autres acteurs

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
MÉTIERS DU SPECTACLE	<p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - maîtrise théorique et pratique des outils et techniques dans les domaines de la sonorisation, de la lumière, de la machinerie, des structures métalliques et composites, de l'acoustique, de la scénographie et des techniques de production image : vidéo - interprétation et adaptation d'une fiche technique - la scénographie dans les établissements recevant du public - conditions de maintenance, de gestion et d'exploitation des salles - le plan de feu - traduction de la commande artistique en projet technique - gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - relations - communication avec les intervenants - conduite de projet <p>2. Audiovisuel</p> <p><u>Connaissances de base</u> <u>Cadre réglementaire et institutionnel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - connaissance juridique sur le droit à l'image, connaissance de base des organismes de reproduction et de perception des droits directs, voisins et indirects en matière d'image, son, scénographie, arts visuels - notions de marchés publics <p><i>Histoire de l'image et des techniques</i></p> <p><i>Les formes d'expression plastique. L'écriture cinématographique</i></p> <p><i>Maîtrise des techniques d'archivage et de conservation du patrimoine photographique</i></p> <p><i>Hygiène et sécurité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence - sécurité des agents au travail <p><i>Les équipements de protection individuels</i> <i>Les règles de sécurité du travail en hauteur</i></p> <p><u>Ingénierie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - sciences appliquées : signaux et systèmes, colorimétrie, traitement du signal, physique du rayonnement, optique géométrique, physique instrumentale, électrotechnique et électronique, informatique - technologies des matériels de prises de vues : photo, cinéma, vidéo et des matériels de prise de son. Matériels vidéo et autres supports - traitement analogique et numérique de l'image - montage image et son - postproduction et transferts - prises de vues : sensitométrie, surfaces sensibles, métrologie, prise de vues film et vidéo, trucage, effets spéciaux - gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - gestion de projet
ARTISANAT ET MÉTIERS D'ART	<p>1. Artisanat et métiers d'art</p> <p><u>Connaissances de base</u> <u>Cadre réglementaire et institutionnel :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissances des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels et des publics concernés - notions de marchés publics <p><i>Connaissance des matériaux (bois, métaux, verre, tissus, papier, matériaux de synthèse, matériaux neutres...) et maîtrise de leur emploi dans une démarche de création artistique</i></p> <p><i>Hygiène et sécurité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence - traitement des déchets

SPÉCIALITÉS	CONTENU DU PROGRAMME
ARTISANAT ET MÉTIERS D'ART	<p><u>Ingénierie</u> <i>Conception et mise en œuvre des conditions matérielles de présentation et d'exposition des matériaux, objets, œuvres ou biens culturels :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - conception et exécution de mobilier d'exposition, de scénographie : tous supports et matériaux de contact - contrôle et maintenance des conditions climatiques <p>Accompagnement technique de la démarche artistique ou muséographique</p> <p>Elaboration des conditions matérielles de conditionnement des matériaux, objets, œuvres ou biens culturels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - diagnostic des conditions environnementales - maîtrise des contraintes de sûreté et de sécurité <p><i>Inventaire :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - inventaire des procédures des fonds ou des collections - identification et connaissance de la chaîne opératoire du déballage-remballage, marquage - maîtrise des techniques de conditionnement, de leur nettoyage et entreposage - constitution et actualisation des données sur l'état sanitaire et environnemental des matériaux, objets, œuvres ou biens culturels <p><i>Gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation</i></p> <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - gestion des stocks - conduite de projet <p>2. Arts graphiques</p> <p><u>Connaissances de base</u> <i>Cadre réglementaire et institutionnel :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissances des principaux textes réglementaires et normatifs - connaissance des acteurs institutionnels - notions de marchés publics <p><i>Maîtrise de la chaîne graphique en imprimerie et infographie</i></p> <p><i>Hygiène et sécurité :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - la sécurité incendie dans les établissements recevant du public : protection des personnes et des biens, acteurs institutionnels. Plan d'urgence - obligations en matière d'hygiène, de sécurité des personnes et des biens - ergonomie du poste de travail - traitement des déchets d'imprimerie <p><u>Ingénierie</u> <i>Techniques de production :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - techniques de composition : maquettage, typographie, couleur - techniques de photocomposition : technique de reproduction, matériels de photogravure - techniques d'impression : techniques générales, offset, offset numérique, reprographie analogique et numérique - techniques de façonnage - techniques de composition, photocomposition et impression en infographie - maîtrise des logiciels de graphisme et d'infographie <p><i>Gestion de la production :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - contrôle de la qualité : contrôle de l'ensemble de la chaîne, outils et normes - organisation et méthodes d'ordonnancement : devis, délai, qualité, approvisionnement, gestion des stocks <p><i>Informatique :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - connaissance des systèmes d'exploitation, gestion des ressources - connaissance des réseaux, protocoles - conception et gestion assistée par ordinateur <p><i>Gestion et maintenance du parc matériel et des locaux d'exploitation</i></p> <p><u>Organisation et gestion de service</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - gestion d'un service et encadrement - conduite de projet

EXAMEN D'ACCÈS AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2^{ÈME} CLASSE PAR VOIE D'AVANCEMENT DE GRADE

MODALITÉS D'ACCÈS

L'examen professionnel est ouvert aux techniciens :

- justifiant d'au moins 1 an dans le 4^{ème} échelon du grade de technicien

ET

- justifiant d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau

Les candidats doivent être en fonction à la clôture des inscriptions.

Les candidats peuvent subir les épreuves d'un examen professionnel prévu aux articles 39 et 79 de la loi du 26 janvier 1984, au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement ou sur la liste d'aptitude au grade ou au cadre d'emplois d'accueil fixées par le statut particulier (article 16 du décret n°2013-593 du 5 juillet 2013).

ATTENTION :

En application des dispositions de l'article 15 du décret n°2016-594 du 12 mai 2016 :

- « peuvent être inscrits aux tableaux d'avancement de grade des cadres d'emplois régis par le décret n°210-329 du 22 mars 2010, établis au titre de l'année 2017, les fonctionnaires qui auraient réunis, **au plus tard au 31 décembre 2017**, les conditions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 susmentionné, dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2017 ».
- « peuvent être inscrits aux tableaux d'avancement de grade des cadres d'emplois régis par le décret n°2010-329 du 22 mars 2010, établis au titre de l'année 2018, les fonctionnaires qui auraient réunis, **au plus tard au 31 décembre 2018**, les conditions prévues à l'article 25 du décret du 22 mars 2010 susmentionné, dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2017 ».

À la lecture de cet article portant dispositions transitoires, il apparaît donc que les conditions d'inscription aux examens d'avancement de grade organisés en 2016 et 2017 restent celles issues des dispositions de l'article 25 du décret du 22 mars 2010 encore en vigueur en 2016.

ÉPREUVES DE L'EXAMEN

L'examen professionnel comporte une épreuve écrite et une épreuve orale.

- **L'épreuve écrite**

Elle consiste en la rédaction d'un rapport technique portant sur la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt. Ce rapport est assorti de propositions opérationnelles.

Durée : 3 heures ; coefficient 1

- **L'épreuve orale**

Elle consiste en un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle ; elle se poursuit par des questions techniques, notamment dans la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

Durée : 20 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 1

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'épreuve écrite ou orale entraîne l'élimination du candidat.

Un candidat ne peut être admis si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10 sur 20 après application des coefficients correspondants.

Tout candidat qui ne participe pas à l'une des épreuves obligatoires est éliminé.

Ne sont admis à participer à l'épreuve orale que les candidats ayant obtenu une note au moins égale à 5 sur 20 à l'épreuve écrite.

Les cadrages indicatifs des épreuves des deux examens sont consultables en ligne notamment sur le site www.cig929394.fr.
Les annales corrigées des concours de la fonction publique territoriale organisés par le CIG de la petite couronne sont éditées par la Documentation Française : www.ladocumentationfrancaise.fr ou 01 40 15 70 00.

EXAMEN D'ACCÈS AU GRADE DE TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2^{ÈME} CLASSE PAR VOIE DE PROMOTION INTERNE

MODALITÉS D'ACCÈS

Peuvent être inscrits sur la liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne **après admission à un examen professionnel** les fonctionnaires :

1° relevant du cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux :

- ✓ comptant au moins 8 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale de l'Etat
- ✓ dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emploi technique.

OU

2° relevant des cadres d'emplois des :

- adjoints techniques territoriaux titulaires du grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} ou 2^{ème} classe
- adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement titulaires du grade d'adjoint technique principal de 1^{ère} ou 2^{ème} classe
- ✓ comptant au moins 10 ans de services effectifs, en position d'activité ou de détachement dans un emploi d'une collectivité territoriale de l'Etat
- ✓ dont 5 années au moins en qualité de fonctionnaire territorial dans un cadre d'emploi technique.

Remarques :

- **ces conditions doivent être remplies au 1^{er} janvier de l'année de l'établissement de la liste d'aptitude**
- **les candidats doivent être en fonction à la clôture des inscriptions**

Les candidats peuvent subir les épreuves d'un examen professionnel prévu aux articles 39 et 79 de la loi du 26 janvier 1984, au plus tôt un an avant la date à laquelle ils doivent remplir les conditions d'inscription au tableau d'avancement ou sur la liste d'aptitude au grade ou au cadre d'emplois d'accueil fixées par le statut particulier (article 16 du décret n°2013-593 du 5 juillet 2013).

ÉPREUVES DE L'EXAMEN

L'examen professionnel d'accès par voie de promotion interne au grade de technicien principal de 2^{ème} classe comporte une épreuve d'admissibilité et une épreuve d'admission.

- **L'épreuve d'admissibilité**

L'épreuve d'admissibilité consiste en la rédaction d'un rapport technique portant sur la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt. Ce rapport est assorti de propositions opérationnelles.

Durée : 3 heures ; coefficient 1

- **L'épreuve d'admission**

L'épreuve d'admission consiste en un entretien ayant pour point de départ un exposé du candidat portant sur son expérience professionnelle ; elle se poursuit par des questions visant à permettre d'apprécier les facultés d'analyse et de réflexion du candidat ainsi que son aptitude et sa motivation à exercer les missions incombant au cadre d'emplois.

Durée totale : 20 minutes, dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 2

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves obligatoires entraîne l'élimination du candidat.

Un candidat ne peut être admis si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10 sur 20 après application des coefficients correspondants.

Tout candidat qui ne participe pas à l'une des épreuves obligatoires est éliminé.

Peuvent seuls être autorisés à se présenter à l'épreuve d'admission les candidats déclarés admissibles par le jury.

Les cadrages indicatifs des épreuves des deux examens sont consultables en ligne notamment sur le site www.cig929394.fr.
Les annales corrigées des concours de la fonction publique territoriale organisés par le CIG de la petite couronne sont éditées par la Documentation Française : www.ladocumentationfrancaise.fr ou 01 40 15 70 00.

RECRUTEMENT APRÈS EXAMEN PROFESSIONNEL DE PROMOTION INTERNE

Dans le cadre de la promotion interne, le recrutement en qualité de technicien principal de 2^{ème} classe intervient après inscription sur liste d'aptitude.

1. INSCRIPTION ET DURÉE DE VALIDITÉ DE LA LISTE D'APTITUDE

1-1 INSCRIPTION SUR LA LISTE D'APTITUDE

La liste d'aptitude est établie par le président du centre de gestion pour l'ensemble des collectivités qui lui sont affiliées ou par l'autorité territoriale elle-même pour les collectivités non affiliées.

L'inscription sur la liste d'aptitude n'est pas automatique.

Les fonctionnaires, admis à un examen professionnel, sont portés sur une liste d'aptitude au titre de la promotion interne :

- sur proposition de leur collectivité,
- dans la limite du quota, fixé à un recrutement au titre de la promotion interne pour 3 nominations intervenues dans la collectivité ou l'établissement ou l'ensemble des collectivités ou établissements affiliés à un centre de gestion, de candidats admis à un concours de technicien principal de 2^{ème} classe ou de fonctionnaire de l'établissement à l'exclusion des nominations intervenues à la suite d'une mutation à l'intérieur de la collectivité ou de l'établissement.

1-2 DURÉE DE VALIDITÉ DE LA LISTE D'APTITUDE

La durée de validité de la liste d'aptitude est de deux ans ; elle est reconduite d'une année, voire de deux années supplémentaires pour les lauréats non nommés. Toutefois, pour bénéficier d'une réinscription sur la liste d'aptitude pour une troisième ou une quatrième année, le lauréat doit en faire la demande, par écrit, un mois avant le terme des deux premières années suivant son inscription initiale et au terme de la troisième.

Le décompte de cette période d'inscription est suspendu, le cas échéant, pendant la durée des congés parentaux, d'adoption, de maternité, de présence parentale et d'accompagnement d'une personne en fin de vie ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat et lorsqu'un agent contractuel est recruté dans une collectivité ou un établissement public territorial pour assurer le remplacement temporaire de fonctionnaires sur le fondement de l'article 3-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, alors qu'il est inscrit sur une liste d'aptitude d'accès à un cadre d'emplois dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe.

Pour bénéficier de cette disposition, le lauréat doit adresser une demande au centre de gestion accompagnée de justificatifs.

Par ailleurs, tant qu'ils ne sont pas inscrits sur la liste d'aptitude de technicien principal de 2^{ème} classe au titre de la promotion interne, les fonctionnaires reçus à l'examen professionnel gardent le bénéfice de l'examen qu'ils ont passé, sans limitation de durée.

2. RECRUTEMENT

L'inscription sur la liste d'aptitude ne vaut pas recrutement.

L'inscription sur une liste permet de postuler auprès des collectivités territoriales : communes, départements, régions et leurs établissements publics (à l'exception de la ville de Paris qui a un statut particulier).

Seuls les fonctionnaires figurant sur la liste d'aptitude au grade de technicien principal de 2^{ème} classe au titre de la promotion interne peuvent être nommés.

3. NOMINATION, FORMATION ET TITULARISATION

3.1. NOMINATION EN QUALITÉ DE STAGIAIRE

Lors de son recrutement, le fonctionnaire inscrit sur une liste d'aptitude établie au titre de la promotion interne est nommé en qualité de technicien principal de 2^{ème} classe stagiaire.

Le stage est une période probatoire au cours de laquelle l'aptitude à l'exercice des fonctions est vérifiée. La durée du stage est de six mois.

Cette période peut être, à titre exceptionnel, prorogée d'une durée maximale de quatre mois, par l'autorité territoriale et après avis de la commission administrative paritaire.

Par dérogation au premier alinéa, les candidats inscrits sur une liste d'aptitude établie au titre du 1^o de l'article 6 ayant déjà la qualité de fonctionnaire titulaire du premier grade du même cadre d'emplois sont dispensés de stage.

3.2. FORMATION

Dans l'année qui suit leur nomination, les agents sont astreints à suivre une formation d'intégration pour une durée totale de 10 jours.

3.3. TITULARISATION

La titularisation intervient à la fin du stage, éventuellement prorogé, par décision de l'autorité territoriale, au vu, notamment d'une attestation de suivi de la formation d'intégration établie par le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT).

Lorsque la titularisation n'est pas prononcée, l'agent stagiaire est réintégré dans son cadre d'emplois, corps ou emploi d'origine.

Le refus de titularisation du stagiaire est soumis à l'avis de la commission administrative paritaire.

DÉROULEMENT DE CARRIÈRE

CONDITIONS D'AVANCEMENT VALABLES JUSQU'AU 31 DECEMBRE 2016

TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1^{ère} CLASSE



Examen professionnel d'avancement de grade Conditions

- avoir au moins atteint le 6^{ème} échelon du grade de technicien principal de 2^{ème} classe

ET

- justifier d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau

ET

- réussir l'examen professionnel

OU

Tableau d'avancement Conditions

- avoir au moins atteint le 7^{ème} échelon du grade de technicien principal de 2^{ème} classe

ET

- justifier d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau



TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE



Examen professionnel d'avancement de grade Conditions

- justifier d'au moins 1 an dans le 4^{ème} échelon du grade de technicien

ET

- justifier d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau

ET

- réussir l'examen professionnel

OU

Tableau d'avancement Conditions

- avoir au moins atteint le 7^{ème} échelon du grade de technicien

ET

- justifier d'au moins 5 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau



TECHNICIEN

CONDITIONS D'AVANCEMENT VALABLES À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2017

TECHNICIEN PRINCIPAL DE 1^{ère} CLASSE



Examen professionnel d'avancement de grade Conditions

- justifier d'au moins 1 an dans le 5^{ème} échelon du grade de technicien principal de 2^{ème} classe

ET

- justifier d'au moins 3 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau

ET

- réussir l'examen professionnel

OU

Tableau d'avancement Conditions

- justifier d'au moins 1 an dans le 6^{ème} échelon du grade de technicien principal de 2^{ème} classe

ET

- justifier d'au moins 5 années de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau



TECHNICIEN PRINCIPAL DE 2^{ème} CLASSE



Examen professionnel d'avancement de grade Conditions

- avoir au moins atteint le 4^{ème} échelon du grade de technicien

ET

- justifier d'au moins 3 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau

ET

- réussir l'examen professionnel

OU

Tableau d'avancement Conditions

- justifier d'au moins 1 an dans le 6^{ème} échelon du grade de technicien

ET

- justifier d'au moins 5 ans de services effectifs dans un corps, cadre d'emplois ou emploi de catégorie B ou de même niveau



TECHNICIEN

RÉFÉRENCES RÉGLEMENTAIRES

- **Décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 modifié** relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant diverses dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale.
- **Décret n°2010-329 du 22 mars 2010 modifié** portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale.
- **Décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 modifié** portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.
- **Décret n°2010-1358 du 9 novembre 2010** fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 17-II du décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.
- **Décret n°2010-1360 du 9 novembre 2010** fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 11 du décret n°2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.
- **Arrêté du 15 juillet 2011** fixant le programme des épreuves des concours et des examens professionnels pour l'accès au grade de technicien, technicien principal de 2^{ème} classe et technicien principal de 1^{ère} classe du cadre d'emplois des techniciens territoriaux.